

103

1037

*"Revue Universelle"*

## LES ESSAIS

### UN MANIFESTE POUR L'ESPAGNE

**L**a grandeur et la violence toujours croissantes des événements politiques ont fait que la presse et l'opinion (que la presse conduit) n'ont peut-être pas accordé toute l'attention qu'il eût méritée au récent « Manifeste aux intellectuels espagnols » publié par les intellectuels français. Ce manifeste constitue en effet un avertissement éclatant et un signe : signe que la mobilisation de l'intelligence au profit du marxisme, tentée depuis trois ans par les comités de vigilance et les « maisons de la culture » et compromise ces derniers mois par des défections retentissantes, est désormais impossible ; signe que de tragiques vérités sont apparues à beaucoup d'hommes pourtant bien éloignés de la politique, à la lueur de l'Espagne incendiée ; signe que l'effort de propagande tenté dans tous les pays du monde, pour faire croire que la cause du gouvernement de Barcelone se confond avec celle de la paix, de l'indépendance nationale et de l'ordre, n'a donné que d'assez maigres résultats.

Il me paraît important de rapprocher l'événement que constitue le manifeste d'un autre événement, survenu presque à la même date, et qui est le télégramme adressé par quelques écrivains et savants illustres « de gauche » au gouvernement de Barcelone, pour lui demander d'assurer les garanties légales et les droits de la défense aux accusés politiques. Certes, MM. André Gide, Roger Martin du Gard, Paul Rivet, qui signèrent ce télégramme, n'auraient point signé le « manifeste aux intellectuels espagnols ». Démocrates ou communistes, ils continuent de considérer que la cause du général Franco en Espagne est celle de la barbarie. Il n'importe. MM. André Gide, Martin du Gard, Paul Rivet ont reconnu et manifesté publi-

quement que la paix sociale, la justice, la liberté des personnes, — tout cet ordre de biens qui ne sont pas seulement ceux des citoyens, mais encore ceux de l'esprit, — n'étaient point assurées dans l'Espagne gouvernementale. Et dans le même moment, de très nombreux écrivains, savants, artistes d'une renommée souvent éclatante, et bien connus pour le soin avec lequel ils s'étaient jusqu'ici tenus éloignés de la politique « fasciste » ou de la politique tout court, se réunissaient pour affirmer que la cause de la paix sociale, de la justice et de la liberté des personnes se confondait en Espagne avec la cause nationaliste. Que des hommes aussi connus pour leurs opinions ou pour leur action politique « antifascistes » que MM. Gide, Roger Martin du Gard et Rivet aient cru devoir exprimer ouvertement leurs inquiétudes sur le gouvernement de Barcelone; que des hommes aussi éloignés de toute opinion ou de toute action politique « fasciste » que MM. Paul Claudel, Maurice Denis ou Igor Strawinsky aient cru devoir affirmer ouvertement leur confiance dans l'Espagne nationaliste; que les premiers se soient séparés de MM. Aragon et Malraux au moment où les seconds unissaient leurs signatures à celles de MM. Léon Daudet, Abel Bonnard ou Henri Massis, voilà qui mesure l'étendue conquise par la vérité, en un an et demi, en dépit de la propagande, en dépit des mensonges, en dépit des faux témoignages, sur le territoire de la conscience française.

Significatif par la diversité des signatures, le manifeste ne l'est pas moins, en effet, par la netteté des positions qu'il affirme : « Le passé de l'Espagne est d'une telle valeur pour le monde entier qu'il n'est pas possible d'envisager pour elle un avenir d'où soient absents le respect et l'inspiration d'une tradition auguste. *Nous nous plaçons au-dessus de toute politique.* Nous croyons qu'il n'y a pas de Français ni d'Espagnols dignes de ce nom, qui ne soient d'accord sur les principes suivants : la fraternité des classes et non pas leur haine réciproque, la liberté des personnes, la justice sociale, l'indépendance vis-à-vis de tout parti ou de toute secte dont le siège est à l'étranger, la garantie absolue du territoire national, continental, colonial ou insulaire, la défense contre toute immixtion extérieure, sous prétexte d'idéologie, dans les affaires du pays. » Le gouvernement de Barcelone n'est pas nommé, ni le gouvernement de Burgos. Qui pourtant pourrait s'y tromper? Le gouvernement de Barcelone crie bien haut tous les jours, appuyé par ses partisans en France, qu'il représente, lui seul, la liberté, la justice sociale, l'indépendance de l'Espagne et même la tradition nationale. Et pourtant voici un texte où nul gouvernement n'est nommé, où celui de Burgos n'est désigné au public que par l'énoncé des vertus que celui de Barcelone lui con-

teste, et prétend s'approprier. D'où vient donc que nous ne trouvons pas, au bas du manifeste, une seule signature égarée d'écrivain antifasciste? « Nous ne pouvons faire autrement, déclarent les auteurs du manifeste, que de souhaiter le triomphe en Espagne de ce qui représente actuellement la civilisation contre la barbarie, l'ordre et la justice contre la violence, la tradition contre la destruction, les garanties de la personne contre l'arbitraire. » N'est-il pas curieux de constater qu'une telle phrase, où le triomphe est souhaité non à un homme, non à un parti, non à une doctrine, mais aux revendications les plus générales de l'humanisme, n'est-il pas curieux de constater qu'une telle phrase, aux yeux des partisans de l'Espagne nationale comme aux yeux de ses adversaires, désigne si clairement l'Espagne nationale qu'ils peuvent se compter sur elle, sans qu'aucun nom ne soit prononcé? Et n'est-on pas en droit de conclure que lorsque les partisans de l'« Espagne républicaine » déclarent, eux aussi, qu'ils défendent la civilisation contre la barbarie (fasciste), l'ordre et la justice contre la violence (de la rébellion), la tradition contre la destruction (contre la colonisation de l'Espagne par le fascisme étranger), les garanties de la personne contre l'arbitraire (contre la dictature), ils ont ce qu'il est convenu d'appeler une mauvaise conscience?

« Nous nous plaçons au-dessus de toute politique » déclarent les auteurs du manifeste; et beaucoup de signataires n'ont sans doute accepté d'appuyer le texte qu'on leur proposait que parce qu'ils y trouvaient cette phrase. Ils ont donc communément admis que la situation en Espagne était telle, que la lutte y avait pris un caractère tel, qu'il fallait choisir son parti en dehors de toute préférence pour tel ou tel régime, au nom de la seule civilisation, de la seule justice, de la seule humanité. « Nous nous plaçons au-dessus de toute politique, » cette phrase qui semble faite au premier abord pour limiter la portée du manifeste et l'engagement qu'il réclame à ceux qui le signent, en accroît au contraire la portée et la force d'une façon presque terrible; si, en se plaçant au-dessus de toute politique, des intellectuels français choisissent pourtant en Espagne un des partis politiques aux prises, c'est que l'enjeu de la lutte a dépassé la politique, c'est que le choix n'est plus une affaire de préférence mais une affaire de nécessité; c'est que ce choix s'impose entre une forme de société qui accorde leur sens et leur place, qui du moins est susceptible d'accorder leur sens et leur place aux valeurs les plus hautes de l'esprit et aux conditions même de sa vie et de son activité, et une autre forme de société qui les bafoue et les détruit; c'est qu'il n'y a en Espagne — à la condition qu'on ôte au mot d'humanité

tout caractère de bas humanitarisme pour lui donner son véritable sens de patric de l'humain — qu'un *parti de l'humanité*.

La guerre d'Espagne n'aura pas servi qu'à engager une des plus glorieuses nations d'Occident dans la voie de sa renaissance et de sa reconstruction durable, elle aura contribué aussi, par les réactions qu'elle a provoquées dans le monde, à rendre à la notion d'humanité le sens concret, vital, vivant que l'humanitarisme lui avait fait perdre.

Je ne crois pas qu'aucun homme digne de ce nom ait pu ressentir l'incendie systématique des églises d'Espagne autrement que comme un affreux sacrilège à toute une chaîne de générations, aux milliers d'artisans et d'artistes, humbles ou glorieux, humbles et glorieux, qui avaient consacré leur vie à cette œuvre qu'on anéantissait, qui, même oubliés, même inconnus, même sans nom, avaient continué de vivre à travers les siècles, et qui maintenant seulement sont morts. La victoire du marxisme ou de l'anarchie en Espagne, ce serait non pas seulement le malheur de l'Espagne, non pas seulement un danger pour les peuples voisins, non pas seulement une tragédie internationale, mais, beaucoup plus et beaucoup plus haut, une tragédie *humaine* : c'est-à-dire, pour les hommes de tous les coins du monde, une catastrophe cent fois plus grande encore que n'a pu l'être l'incendie des églises de l'Espagne et de ses trésors historiques : la certitude qu'une des plus précieuses parties de la richesse humaine est consumée irrémédiablement, la certitude qu'une partie de la substance humaine vient d'être perdue.

Il est extrêmement important qu'un grand nombre d'intellectuels français de tout parti et de toute origine se soient trouvés d'accord pour le proclamer, qu'ainsi l'humanisme ait été replacé sur son terrain véritable, qu'un *acte* ait démontré une fois de plus ce qui ne saurait être oublié sans de très grands risques, que le souci de l'humain ne doit point se transformer en un instrument de désagrégation des sociétés nationales, que le culte de l'indépendance nationale et de la tradition nationale ne doit point dégénérer en un particularisme barbare. Cette leçon n'était pas si facile à donner. D'abord parce qu'il fallait, pour la donner, s'élever au-dessus de toute préférence et même de toute préoccupation politique. A vrai dire, nul ne sait quel sera le régime de l'Espagne de demain. Il peut se faire que ce régime ne réponde nullement aux préférences de beaucoup de signataires, comme il peut se faire qu'il ne réponde nullement aux préférences de celui qui écrit ces lignes. L'essentiel est que l'esprit puisse accepter ce régime, quel qu'il soit, sans se renier lui-même.

THIERRY MAULNIER.